

LA GRÈCE, VICTIME D'UNE UTOPIE À L'ENVERS ? TÉMOIGNAGE D'UNE TRAVAILLEUSE SOCIALE... ET RÉCIT D'ANTICIPATION POUR L'ASSOCIATIF ?

Par Jacqueline Fastrès, avec la contribution de Maria Apostolou

Dans l'ouvrage dirigé par Pierre Bourdieu en 1993, Loïc Wacquant nous mettait en garde contre le danger d'une « américanisation de la société », l'Amérique devenant une « utopie à l'envers », un horizon de progrès négatif.

Tout en mettant en avant les différences flagrantes qui séparaient en 1993 la France et les Etats-Unis, l'auteur affirmait durement :

« La pente de l'évolution des inégalités urbaines en France durant la dernière décennie tend à créer les conditions propices, à terme, à un rapprochement¹. Et si, dans leur myopie technocratique et leur fixation fascinée sur la performance financière à court terme, les élites dirigeantes hexagonales, de gauche comme de droite, devaient persister dans la politique néo-libérale d'abaissement du secteur public et de « mercantilisation » rampante des rapports sociaux qui a été la leur depuis le milieu des années 70, on ne doit pas exclure le pire : l'utopie négative, lointaine et effrayante, pourrait devenir réalité. »²

Vingt ans plus tard, l'utopie négative s'est malheureusement concrétisée à plus d'un endroit dans le monde, et notamment en Grèce.

Les deux tendances lourdes notamment critiquées par Loïc Wacquant - une « politique néo-libérale d'abaissement du secteur public » et une « mercantilisation rampante des rapports sociaux » - influencent chacune fortement la manière dont la vie associative peut contribuer à produire la société ; les associations sont en quelque sorte prises en tenaille dans leurs effets respectifs. C'est à travers le regard d'une travailleuse sociale grecque que nous avons voulu questionner l'état de l'associatif en Grèce. La situation de la Grèce, mise à genoux par la politique d'austérité imposée par la Troïka, a fait l'objet d'analyses sur le plan économique ; nous souhaitons ici envisager le volet plus social, et spécialement associatif.

Maria Apostolou³ est psychologue, elle a travaillé durant 29 ans dans le secteur social, au bénéfice de personnes handicapées, marginalisées, exclues, sans travail, ou en souffrance mentale. Nous avons eu l'occasion, durant des années, de la rencontrer régulièrement dans le cadre de formations pour le service d'accompagnement pour personnes handicapées où elle travaillait, à Athènes. Nous avons à ces occasions pu constater le développement progressif de services comme celui-là, vers une meilleure prise en compte et en charge des personnes handicapées, à l'instar de ce que nous connaissons chez nous.

1 Rapprochement que l'accord transatlantique en négociation ne concrétise que trop.

2 L. Wacquant, « De l'Amérique comme utopie à l'envers », in Pierre Bourdieu (dir), *La misère du monde*, Paris, Seuil, collection Libre examen, 1993, chapitre 14, p. 178-179.

3 Nous avons organisé un séminaire analytique avec Maria Apostolou à Namur le 22 novembre 2014.

Puis la « crise » est venue.

Ce travail, Maria Apostolou l'a perdu. Nous l'avons rencontrée à nouveau alors qu'elle tente, avec d'autres, de remettre sur pieds une structure de formation de formateurs et d'accompagnateurs.

Nous avons voulu lui demander le point de vue des acteurs de terrain sur cette « crise » : comment l'ont-ils vue venir, comment l'ont-ils vécue, comment tentent-ils de résister ?

Nous présenterons d'abord le récit qu'elle nous en fait, puis l'analyse que ce récit nous inspire.

CHRONIQUE D'UNE DESCENTE AUX ENFERS

Maria Apostolou nous confirme que de 1989 à 2005, un effort a été fourni en Grèce pour améliorer les services sociaux pour les personnes jusqu'alors exclues, singulièrement les personnes handicapées ; le travail de services comme le sien était d'accompagner les personnes dans leur recherche d'emploi, dans leur autonomie quotidienne, etc., mais aussi de faire en sorte que leurs droits soient mieux assurés : le droit à l'éducation, à la santé, à avoir de quoi vivre, à pouvoir bénéficier d'un accompagnement efficace. Cela impliquait une augmentation des possibilités d'intervention de la sécurité sociale, ce qui fut fait dans une certaine mesure, même si tout n'était pas parfait.

Puis, en 2005, après les jeux olympiques, la progression connut une pause, c'est du moins ce que les travailleurs ont cru : juste une pause. Mais petit à petit, les droits des bénéficiaires ont commencé à régresser. La sécurité sociale a commencé à accumuler les retards de paiement des allocations mensuelles aux personnes handicapées, qui par ailleurs ne trouvaient plus de possibilité de vivre en dehors de leur famille, en logement communautaire par exemple ; l'autonomie s'est donc réduite. D'autres catégories de personnes fragilisées ont commencé à souffrir davantage. Il y avait beaucoup de personnes étrangères qui cherchaient un refuge en Grèce qui, n'y trouvant aucune possibilité, demandaient un permis de séjour temporaire avant de repartir vers d'autres pays européens ; mais ils étaient enfermés dans des conditions indignes, sans eau ni électricité, et souvent victimes de violences policières injustifiables. Les personnes ayant des problèmes de santé mentale ont été moins bien soignées, car les subventions aux hôpitaux publics diminuaient fortement. Dans tous les secteurs, il y a eu une diminution des aides de l'Etat, au début.

Jusqu'au moment où il n'y a plus eu de subvention du tout. A la cohorte des personnes dans le besoin - les femmes, les immigrés, les personnes handicapées, en déficience mentale, toxicomanes, se sont ajoutées de nouvelles catégories : des personnes sans abri, ayant perdu leur emploi 5 ans avant leur retraite et qui avaient ainsi perdu le droit à obtenir cette retraite.

Et ce n'est pas fini. Pour les personnes handicapées, par exemple, une loi va durcir les conditions d'accès à la retraite en augmentant le degré de handicap qui y donne droit. Les possibilités d'avoir une chaise roulante, de bénéficier de logothérapie, d'aller à la piscine, deviennent nulles. Et beaucoup de familles qui vivaient auparavant grâce à la retraite de la personne handicapée se retrouvent sans ressource.

Après les bénéficiaires, les travailleurs sont frappés

Le système des retraites a connu une énorme régression ; auparavant, elle était prévue à 60 ans pour les femmes et 65 ans pour les hommes, mais il était possible, dans certains métiers plus lourds, de prendre sa retraite plus tôt. Aujourd'hui, d'une part l'âge de la retraite a été relevé, le nombre d'années de travail nécessaires a augmenté, et d'autre part les montants des pensions ont été drastiquement rabotés, jusqu'à 45% en moins. La retraite la plus élevée, en Grèce, plafonne à 1300€.

Quant aux salaires, ils sont arrivés à un niveau ridicule. Dans les grandes surfaces, par exemple, des gens travaillent pour 250€ par mois. 450€ est un salaire moyen, les plus chanceux montent à 600 ou 680€. En matière d'éducation, c'est la catastrophe. Plus de 1300 écoles ont été fermées, 3800 instituteurs ont été licenciés ou ne sont plus payés.

800.000 personnes travaillent sans être payées ; Maria Apostolou a elle aussi connu ce régime des mois durant : tous les organismes travaillant pour des personnes handicapées, comme le sien, ont

soit diminué leur personnel, soit l'ont totalement licencié ; mais pour ceux qui restent, les salaires ont été terriblement diminués. Le taux de chômage est catastrophique en Grèce. Bien des gens qui ont payé pendant des années leur prêt hypothécaire n'arrivent plus à payer, et les banques ont saisi leurs maisons, comme en Espagne.

Sans compter d'autres pertes de sécurité sociale. En matière de soins de santé, les hôpitaux publics ayant perdu une bonne partie de leurs subventions ne peuvent plus accueillir les malades dans les conditions antérieures ; il faut à présent payer. Beaucoup de services médicaux ont été privatisés, et les gens n'ont pas d'autres choix que de contractualiser leurs soins de santé avec le privé, même s'ils ont payé leurs cotisations de sécurité sociale pendant des années. Bien des familles n'ont pas les moyens de faire vacciner leurs enfants.

A cela, il faut ajouter une augmentation des taxes. La TVA a augmenté, notamment sur des produits de première nécessité comme l'électricité, dès lors beaucoup de familles vivent sans électricité et ne se chauffent plus. La santé se dégrade, les dépressions et les suicides augmentent, l'espérance de vie diminue parce que les gens ne peuvent soigner leurs maladies, a fortiori si elles sont graves.

Pour parachever la catastrophe, la fin des droits

Si le tableau est déjà effrayant, il n'est pas prêt de s'arranger, et, dit Maria Apostolou, « nous ne sommes pas encore au niveau 0, mais au niveau zéro 0,10 », car le gouvernement veut encore imposer une série de lois « pour finir la catastrophe ». Par exemple, une loi pour licencier massivement, dans le secteur public en particulier. Le tourisme est pointé comme une issue pour la Grèce, mais le licenciement du personnel met en péril cette issue. Même dans des lieux historiques très importants, comme Delphes, il n'y a plus personne. Sans gardiens, les musées sont fermés.

Les contractuels de l'Etat sont licenciés, comme ces femmes de ménages du ministère de l'économie. En lieu et place, le ministère a signé une convention avec une compagnie privée, et cela lui coûte plus cher en définitive.

Tout cela a donné lieu à des manifestations énormes, des protestations devant les ministères, chaque jour. Mais les gens s'épuisent, aujourd'hui on proteste contre une mesure, demain contre une autre. et en face, il y a la police, la peur dans la rue, et des lois nouvelles qui envoient très vite les gens en prison, sans passer par la justice, parce qu'ils ont manifesté. Le droit de manifestation est en péril, comme le droit de grève. Dans les universités, le gouvernement veut interdire les associations d'étudiants, en instaurant à la place une forme d'expression électronique individuelle. Les jeunes diplômés s'expatrient en masse, et beaucoup de jeunes s'adonnent à la drogue, qui est accessible à un prix dérisoire ; « on » préfère que les jeunes se droguent plutôt qu'ils manifestent.

La situation associative

Les associations, privées de subventions, tentent de s'organiser. La pression a été importante : le gouvernement poussait à la fusion (avec 5 associations pour personnes handicapées, n'en faire plus qu'une, restructurée bien entendu) ou à l'inverse, à l'éclatement (la suppression du seul hôpital spécialisé en santé mentale, au profit de petites unités disséminées mais largement démunies en moyens et qui au total couvrent moins de besoins). Par ailleurs, le gouvernement appuie le développement du secteur privé, au détriment du public et de l'associatif (la privatisation étant une des exigences de la Troïka).

Comment les associations peuvent-elles s'en sortir ? Beaucoup ont continué à fonctionner bon an mal an, uniquement grâce au bénévolat, pour ne pas laisser tomber les bénéficiaires.

Les grandes fondations des riches armateurs offrent une piste de financement alternative, mais ce n'est pas suffisant d'une part, et d'autre part, beaucoup se refusent à y faire appel, estimant que

cela éloigne d'une politique sociale stable, et que par ailleurs ces riches armateurs sont en partie responsables de la situation ; ils se sont emparés des richesses du pays et sont allés placer leur argent en Suisse ou en régime offshore. Ce sont ces mêmes riches qui profitent de la crise, par exemple en rachetant à très bas prix les nombreuses constructions abandonnées par leurs propriétaires qui ne peuvent plus les payer. Qui achètera les plages de Grèce, et jusqu'à son histoire, si elle n'arrive pas à payer ses dettes ?

La constitution en coopérative est une autre solution cherchée par l'associatif, inspirée de l'Amérique latine, mais qui peine à démarrer. Il faut tout d'abord pouvoir y mettre une participation personnelle des travailleurs ou des bénéficiaires, ce qui n'est pas simple. Le système d'autorisation est mis en place par le ministère du travail, mais il n'y a pas de subvention pour démarrer. Les banques ne prêtent pas d'argent, pas plus aux associations qu'aux coopératives ou aux particuliers, alors qu'un cautionnement est souvent nécessaire. Maria Apostolou a connu une déconvenue dans l'association où elle travaillait auparavant : une banque leur avait accordé un prêt pour un cautionnement pour démarrer un projet, mais le chèque a été refusé au ministère du travail ; en cause : la banque sollicitée n'avait pas une notation suffisante imposée par la banque nationale de Grèce.

Les coopératives ont commencé dans le secteur de l'agriculture, pour produire des produits moins chers et sans intermédiaires, et pour contrer les quotas imposés par l'Europe. On en voit aussi qui commencent à se lancer dans l'enseignement étant donné que les enfants n'ont pas les moyens de payer des cours privés, et que dans les écoles, les enseignants, pas assez nombreux, prestent bénévolement.

Quant aux syndicats ils tentent de faire front, mais ils paient leur désunion, la corruption aussi, par rapport au Pasok. Les syndicats ont par ailleurs perdu beaucoup d'affiliés parce que les gens n'osent plus faire appel à eux et préfèrent faire profil bas dans l'espoir de garder leur travail.

Une réelle entreprise de destruction

Après les jeux olympiques de 2004 (« de grands massacres », dit Maria Apostolou), la Grèce s'est retrouvée beaucoup plus pauvre. La corruption a régné en maîtresse absolue ; de grandes compagnies comme Siemens par exemple ont usé de pots-de-vin à l'égard de personnalités politiques grecques et de banquiers allemands afin d'obtenir des contrats. Les Grecs se sont faits rouler dans bien des contrats. La « liste Lagarde » a mis en lumière le nombre de politiques compromis. Pour Maria Apostolou, comme pour 60% des Grecs, c'est une équipe grecque et européenne - et peut-être plus qu'européenne, américaine - qui travaille pour détruire le pays.

Deux journalistes grecs, Aris Chatzistefanou et Katerina Kitidi, ont réalisé un documentaire accablant sur cette entreprise de destruction, qu'ils qualifient de « dettocratie », ou gouvernance par la dette⁴. Luis Sepulveda, écrivain chilien, interviewé dans ce documentaire, affirme :

« Ce qui se passe en Grèce est grave. La démocratie est née là, et le système financier international a manifestement décidé qu'elle devait aussi mourir là. »

Avant les JO, dit Maria Apostolou, « les Grecs ne sortaient pas leur drapeau tous les jours. Avec les JO, le drapeau était toujours hissé. Les JO sont partis, l'argent est parti, et nous restons avec le drapeau. Nous sommes dans un moment nationaliste qui est vide, finalement ». Car hélas, si les Grecs sont fâchés, « ils ne savent pas où mettre leur colère, ils ne savent plus où donner de la tête dans les revendications et les luttes. Et si on perd le pari, le fascisme est à nos portes ».

4 *Debtocracy*, version française sous-titrée sur <https://www.youtube.com/watch?v=uIYm1xeejvo> (en creative common paternity). Un second documentaire des deux mêmes auteurs le complète : *Catastroïka*.

QUELS ENSEIGNEMENTS POUR QUE CE TÉMOIGNAGE NE SOIT PAS CELUI D'UNE CASSANDRE ?

Il nous semble devoir être attentifs à deux choses.

- *La première*, c'est de prendre la mesure réelle des composantes en action dans la situation de la Grèce. Ce que Maria Apostolou nous dépeint nous semble faire sinistrement écho à ce que Pierre Bourdieu dénonçait déjà en 1993.

« Il est donc impossible de comprendre l'état des choses [...] sans prendre en compte la conversion collective à la vision néo-libérale qui, commencée dans les années 70, s'est achevée, au milieu des années 80, avec le ralliement des dirigeants socialistes. Ce changement ne s'est pas limité à ces transformations de l'humeur idéologique que les « philosophes » médiatiques annoncent comme « retour du sujet » ou « mort de la pensée 68 ». Il s'est accompagné d'une démolition de l'idée de service public, à laquelle les nouveaux maîtres à penser ont contribué par une série de faux en écriture théorique et d'équations truquées, fondées sur la logique de la contamination magique et de l'amalgame dénonciateur à laquelle ont eu si souvent recours, dans le passé, leurs adversaires marxistes : faisant du libéralisme économique la condition nécessaire et suffisante de la liberté politique, on assimile l'interventionnisme de l'Etat au « totalitarisme » ; identifiant le soviétisme et le socialisme, on pose que la lutte contre les inégalités tenues pour inévitables est inefficace (ce qui n'empêche pas de lui reprocher de décourager les meilleurs) et ne peut en tout cas être menée qu'au détriment de la liberté ; associant l'efficacité et la modernité à l'entreprise privée, l'archaïsme et l'inefficacité au service public, on veut substituer le rapport au client, supposé plus égalitaire et efficace, au rapport à l'utilisateur et on identifie la « modernisation » au transfert vers le privé des services publics les plus rentables et à la liquidation ou à la mise au pas des personnels subalternes des services publics, tenus pour responsables de toutes les inefficacités et de toutes les « rigidités ». »⁵

Cette « vulgate planétaire »⁶, dont se fait porteur le libéralisme dans maints pays, a, en Grèce, connu un degré d'adoption contrainte d'une ampleur et d'une violence majeures. Les Grecs auraient-ils pu imaginer que cela irait si loin ? Que le chant des sirènes capitalistes se transformerait si rapidement en ordres cinglants placardés dans tous les journaux et imposés à leurs parlementaires ? Que ces mots d'ordre précipiteraient les citoyens dans un tel dénuement ? Que les victoires de décennies de lutte sociale se déliteraient en si peu de temps ? Que l'utopie négative décrite par Wacquant se réaliserait, chez eux, alors même que l'adhésion à l'Europe semblait pour la Grèce un pas vers l'utopie positive ? Dans le documentaire *Debtocracy* déjà cité, Manolis Glezos, crédité de « figure historique de la gauche », député de Pasok, puis de Syriza, se pose cette question : « Sommes nous un pays libre ? Nous le sommes. Sommes nous un pays indépendant ? Non, nous avons été vassalisés. La liberté est une chose, la souveraineté en est une autre. »

Pour Maria Apostolou, le problème est systémique et n'existe pas seulement en Grèce, mais la Grèce est un exemple. Parlant avec des Français, elle se rendait compte qu'ils n'aimaient pas parler de la situation en Grèce, « Ce n'est pas parce qu'ils n'aiment pas le pays, mais ce qui se passe en Grèce les déprime. Ils veulent éviter ça et dès que nous voulons éviter quelque chose nous ne pouvons pas le résoudre. C'est ça le problème. C'est un problème politique bien sûr mais pas seulement. Social aussi ». Elle ajoute qu'il est urgent de trouver des appuis au-delà des frontières et de « commencer à reconstruire d'une façon associative, respectueuse des droits de l'homme, en pensant toujours que si le voisin souffre, il vient un jour où nous souffrons aussi. Ce n'est pas quelque chose qui s'arrête à la frontière. Il faut faire vite, en plus, parce que le système veut manger toujours plus et ne s'arrête jamais. »

5 P. Bourdieu, « La démission de l'Etat », in *La misère du monde*, Op. cit., p 220-221.

6 L'expression est également de Bourdieu dans un texte co-signé avec Loïc Wacquant : « La nouvelle vulgate planétaire », *Interventions*, Marseille, Agone, 2002, p. 448.

- *Le second élément* sur lequel il nous semble devoir nous questionner est celui de **la manière de contrer le problème**. Les Grecs se sont littéralement serré la ceinture, à titre individuel et collectif. Leurs associations démantelées, ils ont payé de leur personne en travaillant sans salaire, en s'engageant bénévolement, et in fine en tentant de reconstruire autre chose, sous la forme de coopératives. Comme s'il fallait se résigner à faire le deuil de l'avant.

Malheureusement, on peut se demander dans quelle mesure ces efforts par ailleurs tout empreints de courage et d'altruisme ne contribuent pas à faire croire que l'Etat peut sans peine restreindre les moyens des associations - comme le montrait Pierre Bourdieu : « (...) c'est en réalité la permanence ou la survivance des institutions et des agents de l'ordre ancien en voie de démantèlement, et tout le travail de toutes les catégories de travailleurs sociaux, et aussi toutes les solidarités sociales, familiales ou autres, qui font que l'ordre social ne s'effondre pas dans le chaos malgré le volume croissant de la population précarisée. La transition vers le « libéralisme » s'accomplit de manière insensible, donc imperceptible, comme la dérive des continents, cachant ainsi aux regards ses effets, à long terme, les plus terribles. Effets qui se trouvent aussi dissimulés, paradoxalement, par les résistances qu'il suscite, dès maintenant, de la part de ceux qui défendent l'ordre ancien en puisant dans les ressources qu'il recelait, dans les modèles juridiques ou pratiques d'assistance et de solidarité qu'il proposait, dans les habitus qu'il favorisait (chez les infirmières, les assistances sociales, etc.), bref dans les réserves de capital social qui protègent toute une partie de l'ordre social présent de la chute dans l'anomie. »⁷ La situation grecque, par son côté aigu, nous donne à voir fugacement ce qui était caché aux regards, ce paradoxe particulièrement cruel, et qui sert si bien le capitalisme, de la solution recherchée qui contribue malgré elle à renforcer l'adversaire et à justifier les décisions iniques qu'il a prises.

Pour notre part, et pour tenter d'éviter ce paradoxe, nous rejoignons à nouveau Bourdieu lorsqu'il prône de surmonter les diversités pour mobiliser un vaste mouvement capable d'inventer des formes collectives d'organisation. « Ce rassemblement dans un vaste mouvement social unitaire européen, regroupant à la fois des syndicats, des associations, des chercheurs, pourrait être la force sociale qui, en se dotant d'organisations souples, aussi peu centralistes que possible, pourrait cumuler les traditions critiques européennes en liaisons avec les forces progressistes du monde entier ; qui pourrait résister aux forces économiques dominantes et proposer une nouvelle utopie progressiste. »⁸

7 P. Bourdieu, « Le néo-libéralisme, utopie (en voie de réalisation) d'une exploitation sans limites », *Contre-feux*, Paris, Raisons d'agir, 1998, p. 117.

8 P. Bourdieu, « Pour une vraie mobilisation des forces organisées », janvier 2001, *Interventions*, *Op. cit.*, p. 459.